

AmCham

12 PROPOSITIONS POUR RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE



SIMPLIFIER



1

METTRE EN PLACE DES « REGULATORY SANDBOXES »
pour favoriser l'innovation de rupture

2

LUTTER CONTRE LA SURTRANSPOSITION DES NORMES EUROPÉENNES
en France pour éviter un handicap inutile

3

CRÉER UN PORTAIL NUMÉRIQUE DE L'INNOVATION
pour mieux accompagner les investisseurs étrangers

EMBARQUER



4

TENIR LES ENGAGEMENTS DE RÉDUCTION DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
pour assurer la confiance des investisseurs

5

RÉDUIRE DE 15 % LES MONTANTS DE COTISATIONS SALARIALES ET PATRONALES
(également réparties entre les deux types de cotisations) pour relancer l'attractivité de la France à l'échelle de l'Europe

6

ENGAGER UNE DIMINUTION DES IMPÔTS DE PRODUCTION
de 33 % en valeur et de 20 % en nombre pour soulager et relancer l'industrie française

7

AMORCER LA TRANSFORMATION DU CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE
en abattement de coûts pour encourager davantage d'investissements dans l'innovation

8

OUVRIR LES FILIÈRES AUX ENTREPRISES ÉTRANGÈRES IMPLANTÉES EN FRANCE
pour mieux tenir compte de leur impact dans l'économie française

CIBLER



9

FOCALISER L'INVESTISSEMENT SUR CERTAINES FILIÈRES CLÉS
pour recréer une dynamique industrielle

10

PRÉVOIR UN TEMPS DE SENSIBILISATION AUX MÉTIERS DE L'INDUSTRIE
pour relancer leur attractivité auprès des élèves du primaire et du secondaire

11

UTILISER A PLEIN LES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENTS EUROPÉENS
via un meilleur accompagnement des entreprises

12

DÉVELOPPER UNE NOUVELLE CULTURE DE L'ACHAT PUBLIC
pour positionner l'Etat comme une référence en matière d'innovation



FORTE DES 300 ENTREPRISES TRANSATLANTIQUES QU'ELLE REPRÉSENTE, L'AMCHAM SOUHAITE AUJOURD'HUI CONTRIBUER À RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE



L'AmCham rassemble une grande variété de types de structures et de secteurs d'activité, ce qui confère à notre organisation une vision globale des problématiques rencontrées par les investisseurs étrangers en France. Le Baromètre du moral des investisseurs américains en France, que nous réalisons chaque année depuis 19 ans avec Bain & Company, nous a permis de mettre en lumière les stimulants et les irritants de l'attractivité de la France. Afin de dépasser ce constat et parce que tous les membres de l'AmCham ont à cœur d'encourager leur maison mère à investir en France, nous avons amorcé un travail de réflexion pour construire des propositions concrètes capables d'accroître substantiellement les investissements étrangers au service de l'innovation et de l'industrie.

SI NOUS RECONNAISSONS QUE LE GOUVERNEMENT A ENGAGÉ UN TRAVAIL DE RÉFORME QU'IL CONVIENT DE SALUER, NOUS PROPOSONS D'ALLER ENCORE PLUS LOIN AVEC 12 MESURES POUR FACILITER, EMBARQUER ET DÉCIDER LES INVESTISSEURS À S'ENGAGER EN FRANCE.

SIMPLIFIER

1



Mettre en place des « regulatory sandboxes » pour favoriser l'innovation de rupture

Ces îlots d'expérimentation facilitent l'émergence et la diffusion d'innovations d'envergure, tout en préservant les protections appropriées garanties par le principe de précaution. Ces regulatory sandboxes permettraient ainsi à la France d'être encore plus compétitive dans les domaines de la tech et de la santé.

2

Lutter contre la surtransposition des normes européennes en France pour éviter un handicap inutile

La France souffre actuellement d'une tendance à créer des lois qui se rajoutent et/ou contredisent certaines réglementations européennes. Il en découle, par exemple, que le coût des contrôles de conformité d'une installation en France est 25 % plus élevé qu'en Allemagne. Il est nécessaire de privilégier le niveau européen et d'éviter toute surtransposition française, source de perte de compétitivité pour la production locale.

3

Créer un portail numérique de l'innovation pour mieux accompagner les investisseurs étrangers

L'écosystème très dense des aides à l'innovation manque de lisibilité pour les investisseurs étrangers. Nous soutenons la création d'un portail numérique en anglais sur le site de BPI France, rassemblant l'ensemble des informations sur les aides à l'innovation avec leurs caractéristiques et leurs publics cibles pour offrir un meilleur accompagnement pour les investisseurs étrangers.

EMBARQUER

4



Tenir les engagements de réduction de l'impôt sur les sociétés pour assurer la confiance des investisseurs

Le projet du gouvernement d'une diminution progressive du taux d'IS à 25 % d'ici 2022 permettrait, au-delà de la nécessité d'une convergence européenne, de respecter l'engagement qui a été annoncé pour garantir la stabilité et la prévisibilité fiscale et ainsi maintenir la confiance des investisseurs.

5

Réduire de 15 % les montants de cotisations salariales et patronales (également réparties entre les deux types de cotisations) pour relancer l'attractivité de la France à l'échelle de l'Europe

Les charges sociales en France sont les plus élevées d'Europe et représentent 18,6 % du PIB en 2018, soit environ 400 milliards d'euros. Sur les charges patronales seules, la différence avec l'Allemagne est éloquent : leur taux s'élève à 17 % contre 42% en France. Une baisse de 15 % en valeur, libérerait 60 milliards d'euros pouvant ensuite être réinvestis sur le territoire.

6

Engager une diminution de 33 % des impôts de production en valeur et 20% en nombre pour soulager et relancer l'industrie française

La France domine le classement européen pour les impôts de production, qui s'élèvent à 73 milliards d'euros en 2018, soit 3,7 % du PIB français. Afin de ne plus discriminer la France et d'envoyer un signal positif aux investisseurs, nous suggérons une baisse de 33 % des impôts de production en valeur et 20 % en nombre, soit une économie pour l'industrie de 25 milliards d'euros.

12 PROPOSITIONS

POUR RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

7



Amorcer la transformation du Crédit Impôt Recherche en abatement de coûts pour encourager davantage d'investissements dans l'innovation

Les avances de trésorerie intrinsèques au système du Crédit Impôt Recherche empêchent certaines structures d'investir plus avant dans l'innovation ; notamment les start-ups et les PME. Avancer les sommes investies permettrait de mieux s'adapter aux enjeux de financement des entreprises. Cette avance pourrait concerner dans un premier temps seulement les ETI et PME, puis être généralisée aux grandes entreprises.

8

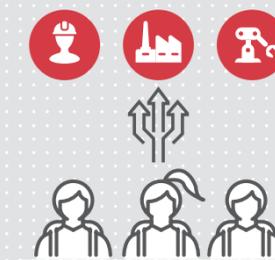
Ouvrir les filières aux entreprises étrangères implantées en France

Il semble nécessaire de prendre en compte, dans les filières, l'impact très positif des filiales des entreprises étrangères en France aussi bien en termes d'emplois créés que de projets amorcés, afin d'encourager plus d'investissements étrangers dans l'innovation et dans l'industrie.

9

Focaliser l'investissement sur certaines filières clés pour recréer une dynamique industrielle

À cet effet, nous suggérons de concentrer l'effort sur les secteurs les plus performants et pour lesquels la France a déjà un avantage compétitif substantiel pour éviter le saupoudrage, à savoir : l'alimentaire, l'automobile, l'aéronautique, le luxe, l'électronique, les industries et technologies de la santé, l'industrie de la chimie et des matériaux.



10

Relancer l'attractivité des métiers de l'industrie en prévoyant un temps de sensibilisation des élèves du primaire et du secondaire

Revaloriser les métiers de l'industrie pourrait passer par le développement de la relation école-entreprise. Nous proposons d'aménager une journée de l'industrie pendant laquelle les élèves du primaire auraient l'opportunité de visiter une usine ou un lieu de production. Dans cette perspective, il serait également intéressant de rendre obligatoire la semaine de l'industrie, actuellement pilotée par la DGE, pour tous les élèves du secondaire.

11

Utiliser à plein les possibilités de financements européens

L'exemple des financements Horizon 2020 montre que la France pourrait avoir plus souvent recours aux aides à l'innovation que propose l'Union Européenne. Par exemple, pour l'appel H2020 Proof of Concept 2018, la France a reçu 4 financements, quand le Royaume-Uni s'est situé en première position avec 13 lauréats, suivi de l'Italie ex aequo avec l'Espagne (8 lauréats chacun), et des Pays-Bas (7 lauréats). Il faudrait donc mieux accompagner les entreprises pour les aider à bénéficier de ces aides.



12

Développer une nouvelle culture de l'achat public pour positionner l'État comme une référence en matière d'innovation

Rendre partenaires et clients - publics comme privés - consommateurs de cette innovation. L'Etat a un rôle à jouer via le fléchage de ses appels d'offre. Nous suggérons donc d'inclure dans les appels d'offre publics une approche multicritères prenant en compte notamment la qualité de l'innovation, son degré d'avancement, sa valeur ajoutée et la protection de l'environnement en allant vers une labellisation d'Etat de la norme ISO 20400. Gérer l'incertitude, avec la capacité de faire des paris sur l'avenir, tout en exigeant des contreparties fortes de la part des industriels.

En résumé, 12 mesures de simplification, d'incitation et de ciblage pour augmenter l'investissement étranger de 30 %, créer plus de 200 000 emplois et ramener la balance commerciale de la France à un déficit de 51 milliards soit une baisse de 35 % du déficit commercial.



AmCham France

77, rue de Miromesnil 75008 Paris

Tél. 01 43 56 78 95

amchamfrance.org

